

Lettre de recherche en santé publique

Novembre 2021



A la Une

• NOVEMBRE •



RENDEZ-VOUS DE L'IReSP n°6 | « De la représentation du tabagisme aux pratiques et stratégies de sevrage »

L'IReSP vous invite à son 6ème Rendez-vous qui se tiendra le **mardi 9 novembre de 9h30 à 12h00** par visioconférence. Ce RDV sera organisé autour des projets de recherche financés par le fonds de lutte contre le tabac. Il s'agira de s'interroger sur les différences de connaissances, représentations et/ou approches et stratégies d'aide au sevrage tabagique pour les personnes âgées et personnes atteintes de troubles psychiques. Retrouvez toutes les informations sur le [site de l'IReSP](#). **Les inscriptions sont ouvertes [ici](#)**

• NOVEMBRE •



RENDEZ-VOUS DE L'IReSP n°7 | « Transformation de l'offre médico-sociale »

L'IReSP et la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) vous invitent au 7ème Rendez-vous de l'IReSP qui se tiendra le **16 novembre 2021 de 9h30 à 12h00** en visio-conférence. Ce nouveau rendez-vous s'inscrit dans la poursuite des débats entamés sur la « Transformation de l'offre médico-sociale » le **20 mai 2021** et sera l'occasion d'interroger certains grands défis de la transformation de l'offre médico-sociale dans le champ de l'autonomie. Retrouvez le programme de l'événement et les modalités d'inscription [ici](#)



08 décembre - LES CAFES DE L'IReSP | Passages d'âges et transitions dans les soins en contexte de maladie chronique

Vous souhaitez en apprendre davantage sur les passages d'âges et de services pour des jeunes patients atteints de maladie chronique ?
Venez faire une pause-café (en ligne) avec nous mercredi **8 décembre 2021 de 13h à 13h30** pour échanger sur ce sujet ! Mme Virginie Vinel (Professeure de Sociologie et d'Anthropologie à l'Université Bourgogne Franche-Comté) présentera durant 15 minutes son projet de recherche finalisé en septembre 2021 intitulé : « Passages d'âges et maladie chronique : les trajectoires de soins des 12-21 ans atteints de diabète de type 1 ou d'asthme (PASMAL) ». Un temps de questions sera ensuite dédié pour discuter ensemble sur cette thématique.
Ouverture des inscriptions à venir sur la page IReSP dédiée.
Contact : alice.braems@inserm.fr

APPEL A COMMUNICATIONS | Colloque « Recherches participatives en santé et bien-être des populations : défis et pratiques » mars 2022

L'IReSP organise le **09 et 10 mars 2022 à Paris** un colloque sur les défis et pratiques des recherches participatives dans le champ de la santé publique, des addictions et de l'autonomie des personnes en situation de handicap et des personnes âgées.

Ce colloque vise à réunir la diversité d'acteurs intéressés par les pratiques de recherche participative dans ces domaines afin de favoriser leurs échanges, renforcer leurs capacités à mener et à soutenir le développement de démarches participatives, et à proposer de nouveaux projets et actions structurantes et innovantes.

A cette occasion, **un appel à communications est lancé** afin que les personnes qui le souhaitent puissent partager lors du colloque leurs expériences via des communications orales ou affichées. **Les candidatures sont ouvertes et possibles jusqu'au 03 décembre 2021, 23h59 (heure de Paris).**

Pour en savoir plus sur le colloque et consulter l'appel à communication, [cliquer ici](#).

Appels à projets, appels d'offres et appels à contributions

**Fédération des
aveugles de France**

Appel à projets bourses pour la recherche et l'innovation 2021

La Fédération des aveugles de France finance deux bourses de recherche à hauteur de 35000€ par bourse attribuées dans le cadre :

- De la recherche en sciences fondamentales
- De la recherche clinique et/ou appliquée
- De la recherche en sciences humaines

Date limite de soumission : 10 novembre 2021

[Pour en savoir plus](#)

**Société française de
santé publique**

Appel à contributions « Capitalisation – parcours en cancérologie »

La SFSP lance un nouvel appel à contribution concernant des actions d'amélioration des parcours de personnes en situation de précarité face aux cancers menées auprès mais aussi avec des personnes en situation de vulnérabilité sociale et/ou territoriale.

Afin de disposer d'une meilleure connaissance des actions mises en œuvre dans ce domaine et de contribuer à leur amélioration, la SFSP souhaite produire et partager, d'ici 2022, cinq capitalisations portant sur des actions allant de l'intervention communautaire à l'accompagnement individuel.

Date limite de soumission : 30 novembre 2021

[Pour en savoir plus](#)

**Institut national du
cancer**

Appel à candidatures « Jeunes chercheurs sur tabac et/ou alcool »

L'objectif général de cet appel est de soutenir la recherche en SHS et en Santé publique, sur la thématique tabac et alcool.

Cet appel s'adresse à de jeunes chercheurs ayant obtenu un doctorat au cours des dix dernières années, intéressés par les thématiques tabac et alcool, et qui souhaitent proposer des idées novatrices dans le champ de la recherche en SHS et en Santé publique, et de la recherche interventionnelle.

La sélection s'effectue en trois phases :

1. pré-sélection des candidats sur lettres d'intention ;
2. élaboration des projets pendant 3 mois avec participation à un séminaire collaboratif ;
3. audition et sélection des candidats sur la base des projets finalisés.

Date limite de soumission en ligne des lettres d'intention : 1^{er} décembre 2021

[Pour en savoir plus](#)

ANRS

Appel à projets en deux vagues « Covid long »

L'ANRS | Maladies infectieuses émergentes, en lien avec le ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, le ministère des Solidarités et de la Santé et en partenariat avec la Fondation pour la Recherche Médicale, lance un appel à projets en deux vagues sur la thématique « Covid long ».

L'appel à projets porte sur les effets et conséquences à moyen et long termes de l'infection par le SARS-CoV-2, en France et à l'international, selon les priorités scientifiques suivantes :

- Epidémiologie et médico-économie : études comparatives selon des contextes cliniques et infectieux initiaux ; impact de l'infection en termes de consommation de soins, qualité de vie.
- Physiopathologie des symptômes persistants : exploration des hypothèses vasculaires, inflammatoires, virales, psychiatriques.
- Dimension sociale : représentation de la maladie et de ses conséquences ; questions épistémologiques liés à l'apparition de nouvelles situations cliniques ; notion d'appartenance à un groupe de malades.
- Prise en charge thérapeutique : études interventionnelles (essais thérapeutiques) ; recherche qualitative ; modalités de prise en charge ambulatoire et hospitalière et efficacité du parcours de soin.

Seuls les projets traitant des conséquences à moyen et long termes d'une l'infection par le SARS-CoV-2 seront éligibles. Les projets traitant des conséquences liées au contexte

pandémique (confinements et distanciation sociale, sur les soignants, sur d'autres pathologies) seront exclus de ce périmètre, mais restent éligibles à un financement CAPNET s'ils entrent dans le champ des priorités nationales définies pour la Covid-19.

AAP Covid long 2022-1 : ouvert du 8 novembre au 1er décembre 2021

AAP Covid long 2022-2 : ouvert du 1er février à la mi-mars 2022

[Pour en savoir plus](#)

**Aviesan – ITMO
Cancer**

Appel à projets 2022 : « Approches interdisciplinaires des processus oncogéniques et perspectives thérapeutiques : apports à l'oncologie de la physique, de la chimie et des sciences de l'ingénieur »

L'objectif général de cet appel à projets, lancé conjointement avec l'ITMO Technologies de la Santé d'Aviesan, est de financer des projets fondés sur des concepts ou des outils de la physique, de la chimie ou des sciences de l'ingénieur visant à générer des progrès scientifiques et technologiques en oncologie.

Le but est de mieux comprendre les maladies tumorales et d'améliorer le pronostic des patients en permettant des progrès significatifs dans les domaines de la compréhension des mécanismes de la cancérogenèse, du diagnostic et de la prise en charge thérapeutique des pathologies cancéreuses. Les démarches originales et innovantes avec prise de risque seront encouragées.

Date limite de soumission : 16 décembre 2021

[En savoir plus](#)

**SICAD, EMCDDA,
Addiction/SSA,
ISAJE**

Appel à communications – Lisbon Addictions 2022

La Conférence européenne 2022 sur les comportements addictifs et les dépendances lance un appel à communications sur le thème général des dépendances mondiales. Les contributeurs potentiels sont invités à soumettre des résumés portant sur les thématiques suivantes :

- Perspectives mondiales sur les dépendances et les marchés de la drogue
- Préventions
- Problèmes et dépendance à l'alcool
- Addictions et santé mentale
- Hépatite C, autres maladies infectieuses et risques liés aux usages de drogues
- Dépendances comportementales
- Défis actuels et futurs de la politique mondiale en matière de drogues
- Autres (pour les communications ne correspondant pas à ce qui précède)

Date limite de soumission : 31 janvier 2022

[En savoir plus](#)

**Institut national du
cancer**

Appel à projets 2022 « Prévention Primaire et Promotion de la santé »

Améliorer la prévention et développer la promotion de la santé est un des axes prioritaires de la nouvelle stratégie décennale de l'Institut national du cancer (INCa).

Pour l'année 2022, l'Institut lance un nouvel appel à projets en SHS-E-SP pour développer la recherche en prévention primaire des cancers et en promotion de la santé. Il vise à soutenir une recherche d'excellence et innovante sur ces thématiques, ainsi qu'à favoriser des projets pluridisciplinaires.

Cet appel pourra mobiliser l'ensemble des disciplines et approches concernées par :

- le développement des connaissances sur les facteurs de risque et la réduction des expositions ;
- l'étude des déterminants de santé et des environnements favorables à la santé.

L'appel à projets sera publié en décembre 2021, et la clôture du dépôt des projets est prévue en mars 2022.

Pour toute question relative à cet appel, vous pouvez contacter : paurouet@institutcancer.fr.

Rencontres et événements scientifiques

Exposome - Progrès et défis dans les approches de détection

Date : 08 au 10 novembre

AVIESAN (Alliance française pour les sciences de la vie et de la santé) et ALLENI (Alliance française pour la recherche sur l'environnement) programment un symposium de 2 jours consacré à la détection, la mesure et la quantification de l'exposome dans différents environnements, du plus simple (laboratoire) au plus complexe (environnement, corps humain, etc.). Celui-ci est organisé en quatre sessions : la détection physico-chimique, la détection biochimique, les biocapteurs cellulaires et les biocapteurs in vitro.

[Pour en savoir plus](#)

Séminaire virtuel sur le lancement de l'étude du lien entre l'exposition à la chlordécone et la survenue du cancer de la prostate

Date : 09 novembre 14h30-18h00

L'Institut national du cancer (INCa) organise un séminaire virtuel sur le lancement de l'étude du lien entre l'exposition à la chlordécone et la survenue du cancer de la prostate. Ce séminaire marque le lancement du nouveau programme de recherche financé par l'Institut sur le sujet pour les cinq prochaines années. Le séminaire vise à présenter le programme de recherche du consortium au début de sa mise en place et échanger sur les enjeux liés à la question scientifique posée dans le cadre de ce programme. Ouvert par le professeur Norbert Lfrah, le séminaire donnera voix à des personnalités du champ et aux membres du consortium pluridisciplinaire de recherche. Un espace d'échange sera également ouvert afin de répondre aux questions.

[Pour en savoir plus](#)

NOUVELLE EMISSION « 30 minutes Santé »

Date : 09 novembre 19h30-20h00

L'Inserm lance « 30 minutes Santé », une émission qui sera diffusée chaque trimestre sur sa chaîne YouTube. Le premier numéro est consacré au diabète de type 2. A l'occasion de la journée mondiale du diabète, l'Inserm réunit sur son plateau TV des spécialistes de cette maladie qui feront notamment le point sur les recherches qui, en permettant de toujours mieux comprendre ses mécanismes, ouvrent de nouvelles pistes pour prévenir et traiter efficacement le diabète de type 2.

Voir la bande annonce de cette émission [ici](#)

Café virtuel de la recherche

Date : 10 novembre 11h00

L'Institut national du cancer vous invite à participer à son prochain « Café virtuel de la recherche » pour vous présenter deux nouveaux appels à projets recherche en 2022, couvrant les champs des sciences humaines et sociales, épidémiologie et santé publique (SHS-E-SP), la recherche interventionnelle en santé des populations (RISP), et la prévention primaire et promotion de la santé.

Inscription auprès de Valérie Letertre : vletertre@institutcancer.fr

EVENEMENT EN ANGLAIS « Le potentiel inexploité des Instituts nationaux de santé publique en tant qu'acteurs clés du climat » - COP26 Pavillon Santé

Date : 10 novembre de 16h30 à 17h30 (heure de Paris)

Webinaire organisé dans le cadre de la COP26 2021, co-organisé par l'IANPHI (International Association of National Public Health Institutes), Santé publique France (SPF) et l'Agence britannique de sécurité sanitaire (UK Health Security Agency). Cet événement vise à souligner et à défendre le rôle-clé des Instituts nationaux de santé publique pour l'adaptation et l'atténuation au changement climatique, et la manière dont ces Instituts contribuent aux politiques, aux recherches et aux actions climatiques.

[Pour en savoir plus](#)

Une science plurielle ? Pluralité scientifique

Date : 15 novembre 18h00 à 20h00

Organisé par l'espace Ethique Ile-de-France le webinaire portera sur la pluralité scientifique. Les tensions que la crise a rendu manifestes renvoient généralement à une pluralité. Pluralité d'avis, de méthodes, de ce qu'est la bonne science ou encore pluralité dans l'évaluation de ce que devraient être nos priorités. Ne faut-il pas dès lors cesser de se référer à la science – ou à la communauté scientifique – et admettre qu'il y a dans ces pluralités une matière qu'il convient d'articuler plutôt que de nier ? Au-delà du constat de ces pluralités, ne faut-il pas œuvrer à construire une philosophie politique du pluralisme scientifique ?

[Pour en savoir plus](#)

Date : 15 au 26 novembre

Pour son douzième congrès, la SFSE propose plusieurs réflexions autour de trois grands axes principaux :

Axe 1 - Quelle place pour l'expertise scientifique dans les processus d'anticipation, de gestion et de surveillance des crises ? Quel positionnement dans le contexte d'une implication grandissante de la société civile et des acteurs associatifs ? Quelle place du scientifique dans la prise de décision publique ?

Axe 2 - Quels dialogues organiser entre la population, les scientifiques et les décideurs avant, pendant et après la crise, pour optimiser l'organisation de la gestion de crise, les prises de décision et construire une confiance durable entre toutes les parties prenantes ? Quelles modalités de mise en œuvre ?

Axe 3 - La communication, les enjeux de transparence et de partage des données (scientifiques ou non), la lisibilité du processus décisionnel, l'information des acteurs du territoire, sont encore trop souvent à l'origine d'incompréhensions et peuvent conduire à basculer vers une communication à « sensation » au détriment d'une information utile et fiable.

[Pour en savoir plus](#)

Exposome et santé publique : de la recherche à l'expertise

Date : 30 novembre, 9h00 à 18h30

L'ANSES propose une rencontre scientifique portant sur l'exposome et la santé publique. Le concept d'exposome est né de la nécessité de mieux comprendre l'influence sur la santé de toutes les expositions auxquelles est soumis un individu pendant sa vie entière, en prenant en compte les expositions environnementales aux agents chimiques, physiques, biologiques et les facteurs socio-économiques. Les enjeux de la recherche aujourd'hui sont de caractériser les différentes facettes de l'exposome, d'en caractériser l'effet sur la survenue de maladies humaines, notamment des maladies chroniques telles que les cancers, les maladies neurodégénératives ou encore endocriniennes, et d'étudier les éventuelles interactions entre les composants de l'exposome, ou entre l'exposome et les paramètres biologiques. Enfin, il est important à terme de réussir à estimer l'impact global de l'exposome sur la santé, et si possible de hiérarchiser l'impact de différents facteurs de risque. Cette nécessité est aujourd'hui reconnue par les scientifiques et la société et s'intègre peu à peu aux politiques publiques. Mieux connaître l'exposome est l'un des objectifs du 4e plan national santé environnement et le concept est inscrit dans le Code de la santé publique. Des questions se posent toutefois encore sur les outils à promouvoir, les approches méthodologiques à mettre en œuvre, afin que l'exposome prenne toute sa place dans les différents champs de l'expertise en santé publique et in fine de la gestion des risques.

[Pour en savoir plus](#)

43e Journées des Économistes de la Santé Français (JESF)

Date : 1^{er} au 03 décembre

Le Collège des Économistes de la Santé organise prochainement (en visioconférence) les 43^e JESF. Au programme, plusieurs thématiques : handicap, prévention, soins primaires, prise en charge de la dépendance, assurance complémentaire, santé et travail, hôpital, inégalités de soins, etc.

[Pour en savoir plus](#)

EVENEMENT EN ANGLAIS « Precision public health »

Date : 16, 23 et 30 novembre et 7 décembre (14h00 à 16h00)

L'Institut de santé du Luxembourg (Luxembourg Institute of Health) organise une série de quatre webinaires portant sur l'utilisation des données réelles pour mieux caractériser les populations et les patients, en fonction de leur environnement, de leur mode de vie, et de leurs caractéristiques biologiques, et ce, afin de concevoir des stratégies préventives mieux adaptées et des traitements plus personnalisés.

[Pour en savoir plus](#)

Webinaires : Troubles du neuro-développement sans frontières : Open Sciences

Date : 08 décembre, 14h00 à 17h30

Les avancées scientifiques de ces dernières années bouleversent notre compréhension des troubles du neuro-développement. Les mécanismes physiopathologiques à l'œuvre dès la petite enfance se prolongent à l'adolescence expliquant l'apparition retardée de troubles psychiatriques. Ces découvertes, à tous les âges de la vie, éclairent d'un jour nouveau cette thématique, dont le contexte actuel nous rappelle à quel point elle est prioritaire dans nos sociétés. Ces résultats sont le fruit d'avancées technologiques qui génèrent des données de grande dimension mais sont également catalysés par de nouveaux principes de structuration de la recherche. En particulier, l'essor de l'Open Science et de l'Open Data assure un partage rapide des connaissances et des données entre équipes à l'échelle mondiale. Le GIS Autisme propose un premier webinaire qui mettra à l'honneur les partenariats qui se nouent dans ce sens entre équipes françaises et canadiennes pour explorer les troubles du neurodéveloppement et repousser les frontières de nos connaissances.

[Pour en savoir plus](#)

Emploi & Formation

Chargé-e de mission Recherche sur le pôle Autonomie – IReSP

Au sein de l'IReSP, le/la chargé(e) de mission coordonne les activités du programme de soutien à la recherche dans le champ de la perte d'autonomie et mène les actions de diffusion et de valorisation des travaux de recherche financés dans le champ de l'Autonomie et de production de synthèses ou bilans relatifs à des thématiques spécifiques de ce champ. Le-a chargé-e de mission sera régulièrement amené-e à collaborer avec les autres membres de l'équipe de l'IReSP, sur les différentes actions de l'Institut.

Date de prise de fonction : dès que possible

Lieu : Paris (75)

Type de contrat : CDD de 2 ans, renouvelable

[Télécharger la fiche de poste](#)

Chargé-e de mission sur le pôle Autonomie – IReSP

Au sein de l'IReSP, le/la chargé(e) de mission assure le processus de gestion des appels à projets lancés par l'IReSP, sur financement de la CNSA, dans le cadre du programme. Il/Elle assure ce processus depuis la rédaction du texte de l'appel à projets jusqu'à la mise en place des conventionnements entre les services financiers de l'Inserm et les équipes lauréates. La personne recrutée contribue aussi à la structuration et à l'animation de la recherche dans ce champ. Le-a chargé-e de mission pourra être amené-e à collaborer avec les autres membres de l'équipe de l'IReSP, sur les différentes actions de l'Institut.

Date de prise de fonction : dès que possible

Lieu : Paris (75)

Type de contrat : CDD de 2 ans, renouvelable

[Télécharger la fiche de poste](#)

Salle de lecture

Cette rubrique présente des annonces de publication qui ont été portées à la connaissance de l'IReSP. Les annonces diffusées ici ne sauraient être interprétées comme une expression du point de vue de l'Institut.

IReSP - Livrets des synthèses des projets financés



L'IReSP vous présente ses livrets de synthèses des projets financés :

- Entre 2017 et 2020 éclairant l'offre médico-sociale et sa transformation ;
- Entre 2014 et 2017 sur la thématique de l'autisme.

Ces publications ont été réalisées à partir des contributions des 34 équipes de recherche développant des travaux scientifiques sur ces thématiques, ayant été financés par la CNSA dans le cadre du Programme Autonomie.

Livret de synthèses

PROJETS FINANCÉS ENTRE 2017-2020 ET ÉCLAIRANT L'OFFRE MÉDICO-SOCIALE ET SA TRANSFORMATION



PROGRAMME AUTONOMIE : PERSONNES ÂGÉES ET PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP
04/20/2022

Pour consulter le livret des recherches financées sur le médico-social, [cliquer ici](#).

Pour consulter le livret des recherches financées sur l'autisme, [cliquer ici](#).

Renouveler l'action publique en santé : un article (51) pour expérimenter avec les organisations de santé



Renouveler l'action publique en santé : un article (51) pour expérimenter avec les organisations de santé
 Naouane Horner*, Isabelle Bourgeois†, Cécile Foucault*

L'article 51 de la Loi de financement de la Sécurité sociale LFSS pour 2018 permet la mise en place d'expérimentations de financements dérogatoires au droit commun pour les acteurs du secteur de la santé. Parmi elles, les expérimentations d'un Paiement en équipe de professionnels de santé en ville (Peps) et d'une Incitation à une prise en charge partagée (Ipep) visent à faire évoluer les modes de financement des soins primaires en France, jusqu'alors largement dispensés par des professionnels de santé libéraux dont la rémunération est principalement à l'acte. Cependant, pour mettre en place ces évolutions au niveau local, les équipes du ministère en charge de la santé et de la Caisse nationale de l'Assurance maladie (Cnam) doivent articuler deux objectifs : composer avec les enjeux des différents acteurs du dispositif afin d'expérimenter ensemble, tout en créant des dispositifs généralisables, appropriables par le plus grand nombre et adaptés aux contraintes du système de santé. Comment les équipes nationales articulent-elles ces deux dimensions ? Cette enquête s'appuie sur une méthodologie qualitative mobilisant l'analyse de documents et d'une trentaine d'entretiens semi-directifs, menés entre octobre 2019 et juin 2021.



Accompagner le renouvellement de l'action publique en santé au niveau régional : des expérimentations nationales de l'article 51 qui apprennent à (dé)cadrer
 Isabelle Bourgeois†, Naouane Horner*, Cécile Foucault*

La circulaire du 13 avril 2018 informe les Agences régionales de santé (ARS) sur la procédure concernant le suivi des projets s'inscrivant dans les expérimentations d'un Paiement en équipe de professionnels de santé en ville (Peps) et d'une Incitation à une prise en charge partagée (Ipep), dispositifs issus de l'article 51 de la LFSS pour 2018. En région, l'initiation de la mise en œuvre des expérimentations Peps et Ipep s'étend du premier semestre 2018 au début de l'année 2020. Comment les acteurs régionaux, en particulier les ARS, s'emparent-ils de ces nouveaux dispositifs dont une partie est conçue à l'échelle nationale ? L'enquête sociologique qualitative, fondée sur une vingtaine d'entretiens menés entre novembre 2019 et février 2020 dans quatre régions ayant participé à la phase de co-construction des cahiers des charges des expérimentations nationales Peps et Ipep, analyse les étapes suivies par les référents régionaux des ARS et du réseau de l'Assurance maladie, ainsi que les enjeux rencontrés dans cette phase initiale. Cette étude de cas interroge plus largement le rôle des différents échelons territoriaux dans l'élaboration et la mise en œuvre du renouvellement de l'action publique en santé.

L'article 51 de la Loi de financement de la Sécurité sociale (LFSS) pour 2018 permet la mise en place d'expérimentations de financements dérogatoires au droit commun pour les acteurs du secteur de la santé. Parmi elles, les expérimentations d'un Paiement en équipe de professionnels de santé en ville (Peps) et d'une Incitation à une prise en charge partagée (Ipep) visent à faire évoluer les modes de financement des soins primaires en France, jusqu'alors largement dispensés par des professionnels de santé libéraux dont la rémunération est principalement à l'acte. Cependant, pour mettre en place ces évolutions au niveau local, les équipes du ministère en charge de la santé et de la Caisse nationale de l'Assurance maladie (Cnam) doivent articuler deux objectifs : composer avec les enjeux des différents acteurs du dispositif afin d'expérimenter ensemble, tout en créant des dispositifs généralisables, appropriables par le plus grand nombre et adaptés aux contraintes du système de santé. Comment les équipes nationales articulent-elles ces deux dimensions ? Cette enquête s'appuie sur une méthodologie qualitative mobilisant l'analyse de documents et d'une trentaine d'entretiens semi-directifs, menés entre octobre 2019 et juin 2021.

Article publié dans « Questions d'économie de la santé », à lire [ici](#)

Accompagner le renouvellement de l'action publique en santé au niveau régional : des expérimentations nationales de l'article 51 qui apprennent à (dé)cadrer



Accompagner le renouvellement de l'action publique en santé au niveau régional : des expérimentations nationales de l'article 51 qui apprennent à (dé)cadrer
 Isabelle Bourgeois†, Naouane Horner*, Cécile Foucault*

La circulaire du 13 avril 2018 informe les Agences régionales de santé (ARS) sur la procédure concernant le suivi des projets s'inscrivant dans les expérimentations d'un Paiement en équipe de professionnels de santé en ville (Peps) et d'une Incitation à une prise en charge partagée (Ipep), dispositifs issus de l'article 51 de la LFSS pour 2018. En région, l'initiation de la mise en œuvre des expérimentations Peps et Ipep s'étend du premier semestre 2018 au début de l'année 2020. Comment les acteurs régionaux, en particulier les ARS, s'emparent-ils de ces nouveaux dispositifs dont une partie est conçue à l'échelle nationale ? L'enquête sociologique qualitative, fondée sur une vingtaine d'entretiens menés entre novembre 2019 et février 2020 dans quatre régions ayant participé à la phase de co-construction des cahiers des charges des expérimentations nationales Peps et Ipep, analyse les étapes suivies par les référents régionaux des ARS et du réseau de l'Assurance maladie, ainsi que les enjeux rencontrés dans cette phase initiale. Cette étude de cas interroge plus largement le rôle des différents échelons territoriaux dans l'élaboration et la mise en œuvre du renouvellement de l'action publique en santé.



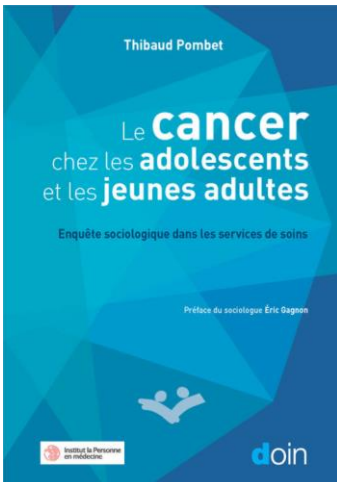
Accompagner le renouvellement de l'action publique en santé au niveau régional : des expérimentations nationales de l'article 51 qui apprennent à (dé)cadrer
 Isabelle Bourgeois†, Naouane Horner*, Cécile Foucault*

La circulaire du 13 avril 2018 informe les Agences régionales de santé (ARS) sur la procédure concernant le suivi des projets s'inscrivant dans les expérimentations d'un Paiement en équipe de professionnels de santé en ville (Peps) et d'une Incitation à une prise en charge partagée (Ipep), dispositifs issus de l'article 51 de la LFSS pour 2018. En région, l'initiation de la mise en œuvre des expérimentations Peps et Ipep s'étend du premier semestre 2018 au début de l'année 2020. Comment les acteurs régionaux, en particulier les ARS, s'emparent-ils de ces nouveaux dispositifs dont une partie est conçue à l'échelle nationale ? L'enquête sociologique qualitative, fondée sur une vingtaine d'entretiens menés entre novembre 2019 et février 2020 dans quatre régions ayant participé à la phase de co-construction des cahiers des charges des expérimentations nationales Peps et Ipep, analyse les étapes suivies par les référents régionaux des ARS et du réseau de l'Assurance maladie, ainsi que les enjeux rencontrés dans cette phase initiale. Cette étude de cas interroge plus largement le rôle des différents échelons territoriaux dans l'élaboration et la mise en œuvre du renouvellement de l'action publique en santé.

La circulaire du 13 avril 2018 informe les Agences régionales de santé (ARS) sur la procédure concernant le suivi des projets s'inscrivant dans les expérimentations d'un Paiement en équipe de professionnels de santé en ville (Peps) et d'une Incitation à une prise en charge partagée (Ipep), dispositifs issus de l'article 51 de la LFSS pour 2018. En région, l'initiation de la mise en œuvre des expérimentations Peps et Ipep s'étend du premier semestre 2018 au début de l'année 2020. Comment les acteurs régionaux, en particulier les ARS, s'emparent-ils de ces nouveaux dispositifs dont une partie est conçue à l'échelle nationale ? L'enquête sociologique qualitative, fondée sur une vingtaine d'entretiens menés entre novembre 2019 et février 2020 dans quatre régions ayant participé à la phase de co-construction des cahiers des charges des expérimentations nationales Peps et Ipep, analyse les étapes suivies par les référents régionaux des ARS et du réseau de l'Assurance maladie, ainsi que les enjeux rencontrés dans cette phase initiale. Cette étude de cas interroge plus largement le rôle des différents échelons territoriaux dans l'élaboration et la mise en œuvre du renouvellement de l'action publique en santé.

Article publié dans « Questions d'économie de la santé », à lire [ici](#)

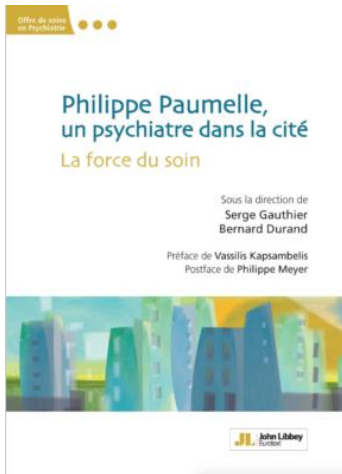
Le cancer chez les adolescents et les jeunes adultes



Ce livre présente les résultats d'une enquête sociologique menée en France pendant plusieurs années auprès de jeunes de 15 à 25 ans atteints de cancer. En décrivant leur vie quotidienne dans les services de soins, l'ouvrage rend compte des problématiques médicales, éducatives et éthiques qui structurent la prise en charge du cancer à cet âge de la vie. Elles sont abordées en trois parties : l'entrée dans la maladie, les soins et l'après-cancer, toutes riches de nombreux témoignages de malades, de proches et de soignants.

A découvrir [ici](#)

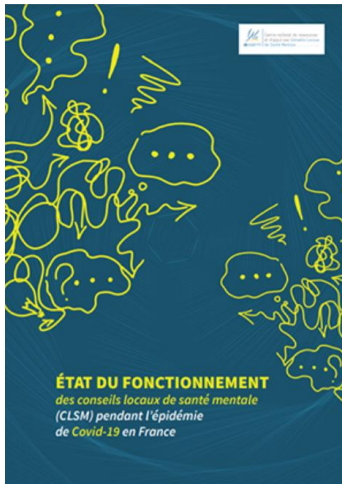
Un psychiatre dans la Cité



Cet ouvrage suit pas à pas le parcours extraordinairement engagé et créatif de Philippe Paumelle, et la place fondatrice qu'il a dans l'histoire de la psychiatrie malgré sa disparition précoce. Sa démarche conçoit le soin comme une figure fondamentale de l'humanité ; ses idées, très novatrices, sont toujours actives et présentes dans les débats sur la santé mentale.

A découvrir [ici](#)

État du fonctionnement des conseils locaux de santé mentale (CLSM) pendant l'épidémie de Covid-19 en France



Le Centre national de ressources et d'appui aux CLSM publie une nouvelle ressource, issu d'une étude mixte, à la fois qualitative et quantitative, menée auprès des coordonnateurs de CLSM. Celle-ci a pour objectif de faire remonter les constats des coordonnateurs sur le terrain en termes d'impact sur la santé mentale de la population ; d'évaluer les difficultés rencontrées et solutions développées, par les acteurs à l'échelle locale au sens large mais surtout par les CLSM, pour répondre aux besoins en santé mentale créés ou amplifiés par la crise ; et de tirer des leçons pour l'avenir en termes d'actions et politiques de soutien aux CLSM, et plus globalement en termes de politiques de santé mentale.

A lire [ici](#)

Tentatives d'arrêt du tabac pendant l'opération Mois sans tabac (2016-2019) : résultats des Baromètres santé de Santé publique France



En octobre 2016, Santé publique France a lancé la première édition du dispositif Mois sans tabac, une campagne nationale basée sur les principes du marketing social. L'objectif principal de cette campagne est d'inciter les fumeurs à arrêter de fumer pendant 30 jours au mois de novembre. Elle s'appuie sur une campagne médiatique multimédia, des services d'aide à l'arrêt du tabac (site Internet, ligne téléphonique 3989, application, kit d'aide à l'arrêt...) et le déploiement d'actions de proximité pour augmenter la notoriété du dispositif et offrir des actions d'aide au sevrage en face-à-face. L'évaluation des effets de cette intervention repose sur le Baromètre santé de Santé publique France, dispositif d'enquêtes répétées réalisées par téléphone auprès d'échantillons aléatoires de la population des personnes âgées de 18 à 75 ans et résidant en France, et dont les résultats sont disponibles dans cet article.

Article publié par le « Bulletin épidémiologique hebdomadaire », à lire [ici](#)

Analyse de la mortalité par accident de la vie courante en France, 2012-2016



Les accidents de la vie courante (AcVC) ont un impact important en termes de morbidité et de mortalité. L'objectif de cet article est de décrire la mortalité par AcVC en 2016 en France selon le sexe, l'âge, le type d'AcVC, la lésion traumatique, le lieu de décès et la région, ainsi que les principales évolutions par âge et par type d'AcVC depuis 2012.

En 2016, il y a eu 24 211 décès par AcVC en France. Les AcVC sont la première cause de décès chez les enfants de 1 à 4 ans. Les jeunes enfants sont principalement victimes de suffocations et de noyades. Dans l'ensemble, les décès par AcVC ont principalement eu lieu à des âges élevés. Les chutes représentent près de la moitié des décès par AcVC. Le nombre de décès par AcVC a augmenté de 10% entre 2012 et 2016.

Article publié par le « Bulletin épidémiologique hebdomadaire », à lire [ici](#)

En un clic

Coordination HS3P-CriSE



Le CNRS et l'Inserm ont créé courant mars 2020 une Coordination HS3P-CriSE Crises sanitaires et environnementales – Humanités, sciences sociales, santé publique avec pour objectif de faire émerger des initiatives structurantes dans le domaine en SHS et en santé publique autour de la recherche sur la Covid19 et, plus généralement, sur les maladies infectieuses et les grandes crises sanitaires et environnementales.

[Consulter le site](#)

Portail des appels à projets de recherche en santé



L'ensemble des appels d'offres en santé

[Consulter le portail](#)

Portail Epidémiologie France



Catalogue des bases de données françaises individuelles en santé – hors essais cliniques : cohortes, registres, bases médico-administratives pertinentes pour la santé

[Consulter le portail](#)

Qui sommes-nous ?



ITMO Santé publique de l'alliance AVIESAN

AVIESAN rassemble les principaux acteurs en sciences de la vie et de la santé en France organisés en Instituts thématiques multi-organismes (ITMO) correspondant à des grands domaines scientifiques.

L'ITMO Santé publique associe l'ensemble des opérateurs de la recherche en Santé publique.

L'ITMO Santé publique a pour objectifs : la coordination de l'animation et de la programmation scientifiques en lien avec les partenaires concernés ; l'affirmation et le renforcement de la visibilité internationale de la recherche française en santé publique ; la contribution à fonder les politiques de santé sur des données scientifiques probantes.

Des questions et suggestions de contenus ?

Demandes d'abonnement/désabonnement

Ecrivez-nous : info@iresp.net

<http://www.iresp.net/>



Institut pour la Recherche en Santé Publique (IReSP)

L'Institut pour la Recherche en Santé Publique (IReSP) est un groupement d'intérêt scientifique (GIS) associant 12 membres¹.

L'IReSP a pour objectifs le développement, la structuration et la promotion de la recherche française en Santé Publique. L'Institut soutient notamment la recherche en promotion de la santé et prévention, la recherche sur les services et politiques de santé, la recherche en santé publique et sciences humaines et sociales relatives à l'autonomie en lien avec l'âge et en lien avec le handicap, et la recherche en situation de crise et urgence sanitaire et sociétale.

Il intervient via des appels à projets de recherche, des états des lieux des forces de recherche en Santé publique, des actions de coordination et d'animation.



Retrouvez l'IReSP sur LinkedIn !

¹ Caisse Nationale de l'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés, Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie, Centre National de la Recherche Scientifique, Direction Générale de la Santé, Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques, Direction générale de la Recherche et de l'Innovation, Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale, Institut de Recherche pour le Développement, Institut National du Cancer, Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues et les Conduites Addictives, Santé publique France, Institut National d'Etudes Démographiques